



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Supplément à CPS N° : 15

30 Mars 1987

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE)

CONTRIBUTION

du

**COMITE POUR LA CONSTRUCTION
DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
(POUR LA RECONSTRUCTION
DE LA IV^e INTERNATIONALE)**

CARACAS :

L'EXISTENCE DE "QUATRIEME INTERNATIONALE-C.I.R." MENACEE

La conférence de Caracas pose problème à l'intérieur de "IVe Internationale C.I.R.". Les bulletins intérieurs préparatoires au 32e congrès du PCI en témoignent. D'ores et déjà une crise est ouverte. Jusqu'où peut-elle se développer ? On ne peut exclure qu'elle aboutisse à une scission, sinon à l'éclatement de "IVe Internationale C.I.R.". Pourtant, aux dires de son initiateur, Pierre LAMBERT, la conférence de Caracas devait s'inscrire dans l'orientation de reconstruction de la IVe Internationale selon la "stratégie de la conférence ouverte".

Comment cela est-il possible ? Tout simplement parce que LAMBERT a réussi ce tour de force de permettre aux forces ennemies de la IVe Internationale de prendre le contrôle de la préparation de cette conférence. Ce sont elles qui ont défini la base politique sur laquelle elle se prépare et cela avec la caution de Pierre LAMBERT lui-même. L'appel initial qui, si nous en croyons Pierre LAMBERT, a été définitivement élaboré par Moïse MOLEIRO, responsable du M.I.R. du Vénézuela et Luis FAVRE, appel signé par Moïse MOLEIRO, OGNA au nom du P.T. du Pérou, de Pierre LAMBERT au nom du P.C.I. et sur mandat du conseil général de "IVe Internationale C.I.R.", est significatif.

LE TERRAIN DU STALINISME ET DE LA HIERARCHIE CATHOLIQUE

Ce n'est pas une proposition de bloc pratique pour l'action sur un terrain précis et avec des méthodes politiquement délimitées, mais l'invitation à une conférence politique sur un thème très large puisqu'il concerne en fait à peu près l'ensemble des conditions faites aujourd'hui à la classe ouvrière et aux masses laborieuses dans les pays capitalistes - tant dans les pays dominants impérialistes que dans les pays dominés, coloniaux et semi-coloniaux - tout en faisant en sorte que ne soient mentionnés ni l'URSS, ni la Chine, ni les pays de l'Est, ni la relation de ce qui se passe dans ces pays avec ce qui se passe dans les pays capitalistes.

S'agissant d'un appel à une conférence politique dont l'un des trois signataires est le principal dirigeant du P.C.I. et de "IVe Internationales C.I.R.", c'est là une restriction extraordinaire, dont le sens politique est évidemment : l'acceptation d'entrée de jeu d'un terrain favorable au stalinisme. Poursuivons.

La conférence porte sur les conditions faites aux masses par l'impérialisme et le mode de production capitaliste en crise ? Sans doute ! Mais alors pourquoi les termes "capitalisme", "impérialisme", "socialisme" ne sont-ils pas utilisés une seule fois ? On dira peut-être qu'ils sont là "entre les lignes" et que chaque fois qu'une organisation veut les rendre explicite et ajouter les mots capitalisme et impérialisme, elle le peut. C'est ce que l'AZAPO d'Afrique du Sud a fait par exemple, mais - on le notera - non le PCI qui centre la "déclaration du Comité d'initiative français" sur le rôle des "firmes multinationales".

En l'occurrence le PCI a raison. Il est vain de prétendre que le texte parle implicitement du capitalisme ou de l'impérialisme, car, au-delà de l'emploi ou non des termes, il ne s'attaque : ni au système fondé sur la propriété privée des moyens de production qui est à l'origine du chômage, de la maladie, de la faim dont souffre les masses, à l'origine de l'économie d'armement (on y reviendra) et de tous les autres fléaux contemporains ; ni à la bourgeoisie qui est la seule classe directement intéressée au maintien de la propriété privée des moyens de production ; ni aux Etats bourgeois qui, dans chaque pays défendent cette propriété privée et mènent pour cette raison leurs politiques d'agression contre les masses.

En lieu et place de ces modes de production, classes et appareils d'Etat précis, le texte désigne la CEE de Bruxelles et le FMI comme étant les auteurs et responsables principaux des agressions contre les masses. Lisons la première section de l'appel :

Les pays du « Tiers-Monde » épuisés par la dette externe, sont soumis aux plans du Fonds monétaire international (FMI), qui comportent des mesures d'austérité draconiennes et de réduction du niveau de vie. Cela est organisé par l'intermédiaire du GATT et des barrières douanières. Aussi bien les Etats-Unis que le Marché commun européen réduisent les exportations des pays pauvres en lançant contre eux une véritable agression.

Qui profite de cette situation de misère des peuples auxquels on impose le paiement d'une dette usurière ? Ce qui est certain, c'est que ce ne sont pas les travailleurs et les masses laborieuses des pays dits prêteurs : l'Europe et les USA.

Ainsi, dans un pays comme les Etats-Unis, selon un rapport de l'ONU, le nombre de personnes qui vivent avec un revenu inférieur au minimum nécessaire atteint 40 millions. En France a été réintroduit le travail de nuit pour les femmes suite aux recommandations du Marché commun européen (MCE). En application des recommandations de Bruxelles (CEE), des branches entières de l'économie sont détruites et cette situation se retrouve dans tous les autres pays d'Europe.

Après d'autres considérations, la première section de l'appel se conclut en expliquant :

C'est ainsi qu'est clairement mis en évidence le lien étroit et les intérêts communs qui existent entre les peuples qui luttent contre la dette et les travailleurs qui, aux USA comme en Europe, luttent pour défendre leurs conditions de vie et de travail. C'est là la preuve que le malheur des uns ne fait jamais le bonheur des autres peuples.

On dira peut-être que c'est là la formulation "populaire", stype MPPT de l'unité de la lutte des classes mondiale. En réalité, il s'agit de formulations chères au catholicisme social, par exemple à la revue "Economie et Humanisme" qu'Angelo GEDDO se plaît à fustiger dans les colonnes d'"Informations Ouvrières". Les formulations de cet appel ne sont pas étrangères au parrainage que Monseigneur PARRA Léon, archevêque de Cumana a consenti d'accorder en toute miséricorde à la conférence de Caracas.

CE QUE SIGNIFIE INVOQUER EN FRANCE ET EN EUROPE LA C.E.E. ET LE F.M.I....

Revenons à la CEE et au FMI. Il s'agit d'organisations dites intergouvernementales, c'est-à-dire où siègent les représentants des Etats et où, selon certaines règles et dans un certain cadre spécifique à chacune d'elles, des Etats se concertent et prennent (à la majorité ou à l'unanimité selon les cas, mais toujours avec un droit de veto) des décisions communes. Les décisions prises à Bruxelles ne sont pas prises par une quelconque entité supranationale qui pourrait imposer à "la France" - c'est-à-dire aujourd'hui au gouvernement CHIRAC - des décisions à l'élaboration desquelles lui-même ou les gouvernements antérieurs n'auraient pas participées et qu'ils n'auraient acceptées.

Désigner la CEE comme l'auteur et le responsable principal des agressions contre les masses françaises ou européennes c'est agir à peu près comme le ministre de l'agriculture GUILLAUME lorsqu'il s'adresse aux paysans, le ministre de l'industrie MADELIN (ou hier FABIOUS) lorsqu'il s'adresse aux sidérurgistes, SEGUIN lorsqu'il s'agit du travail des femmes, c'est-à-dire trouver un bouc émissaire politique et chercher à détourner contre lui l'attention et l'activité politique des masses alors qu'il s'agirait d'abord de dresser les ouvriers et les paysans contre l'Etat et le gouvernement auxquels ils sont confrontés dans chaque pays. En France, centrer l'attention des masses sur les "plans" et "décisions" de la CEE, c'est une façon commode - très souvent utilisée par les appareils syndicaux - pour ne pas centrer l'attention sur le gouvernement, aujourd'hui le gouvernement CHIRAC, et ne pas appeler au combat politique contre lui.

De même concentrer l'attention sur le FMI c'est contribuer à occulter le fait que les créanciers des pays pauvres et débiteurs, soumis au joug impérialiste, sont tout à fait identifiables : il s'agit pour des sommes faciles à connaître dans chaque cas, des Etats et des grandes banques des Etats-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne Fédérale, de l'Italie, de la Belgique, etc. Ces créances ne sont pas des abstractions : elles ont un "visage" identifiable. En France c'est celui de l'Etat mais aussi et surtout de Paris-Bas, de Suez, des grandes banques "nationalisées" (on y reviendra).

Pour une organisation révolutionnaire française, l'expression concrète de la solidarité militante avec les masses laborieuses des pays débiteurs d'Amérique latine et d'Afrique où sont concentrés l'essentiel des prêts consentis par l'impérialisme français, signifie non pas un combat imprécis contre le FMI - en l'occurrence quasiment un cache sexe et dans tous les cas une abstraction fort commode - mais un combat en France pour l'annulation immédiate et sans condition de la dette due aux capitalismes et à l'Etat impérialiste français, combat politique qu'il faudrait engager bien entendu sur la ligne du Front Unique des organisations ouvrières, syndicats et partis, (et donc qu'il faudrait mener à l'intérieur des syndicats) en vue de l'annulation de ces dettes.

UNE POLITIQUE DE PRESSION SUR LES GOUVERNEMENTS BOURGEOIS POUR QU'ILS CHANGENT DE CAP

L'appel se donne un mal considérable pour fustiger le fait :

que les profits énormes procurés par la dette à une minorité favorisent une tendance générale à l'investissement spéculatif. En Europe et aux USA, les usines sont fermées, des millions de travailleurs sont jetés à la rue : « investir » dans la dette rapporte plus qu'investir dans la production. Parallèlement a lieu un désinvestissement massif en Amérique latine et en Afrique d'où sont « exportés » des capitaux pour la spéculation en Europe et aux Etats-Unis. On estime que la fuite des capitaux des pays dits du « Tiers-Monde » a été multipliée par dix durant les cinq dernières années.

En s'exprimant ainsi l'appel laisse supposer qu'une meilleure orientation des capitaux, moins en direction de la spéculation et des prêts aux pays dominés et plus vers l'investissement productif, demeure possible dans le cadre du système capitaliste en crise et de la domination du capital financier, et qu'il faut combattre, ainsi que les staliniens le soutiennent, pour qu'il y ait de la part des capitalistes "plus d'investissements productifs" et aussi qu'il faut combattre les multinationales qui vont investir ailleurs. Il en va de même pour les autres objectifs généraux de caractère économique et social que l'appel assigne au "combat uni dans chaque pays et à l'échelle internationale" :

C'est pourquoi nous affirmons que la condition pour lutter contre les plans du FMI et du MCE réside dans le combat uni dans chaque pays et à l'échelle internationale pour la défense des conditions de vie et de travail, pour que les sommes utilisées pour les dépenses militaires le soient pour œuvrer pour la paix ; pour qu'il n'y ait plus de licenciements et de fermetures d'usines ; pour que les ressources naturelles soient protégées et les entreprises d'Etat préservées des appétits voraces des grands monopoles privés ; pour que la dette extérieure soit annulée, et la souveraineté et les droits des peuples respectés. Pour qu'en particulier en Amérique centrale la paix soit imposée, et que l'agression militaire contre le Nicaragua cesse ; pour que cesse toute aide aux régimes ignominieux comme l'apartheid en Afrique du Sud, pour que cessent la répression et la sale guerre, et pour que les droits de l'homme, les libertés syndicales et politiques soient respectés dans tous les pays.

Nous sommes donc appelés : à défendre les entreprises capitalistes de l'Etat qui font partie intégrante de la structure des économies impérialistes et dans le cas des banques nationalisées, y compris des institutions créancières des pays coloniaux et semi-coloniaux ; à combattre pour la reconversion à des fins pacifiques des dépenses d'armement des Etats bourgeois. L'absolue nécessité pour les puissances impérialistes de disposer, pour des raisons économiques, d'un énorme volant d'entraînement de dépenses d'armement et également de disposer, pour des raisons politiques, d'un gigantesque arsenal, est cachée. De même : il n'est pas dit un mot de la lutte nécessaire contre l'Etat bourgeois dans chaque pays.

... L'AFRIQUE DU SUD

Quant au régime de l'apartheid, il est certes "ignominieux". Mais cette caractérisation morale ne fait, en l'occurrence, que masquer la nature et les raisons sociales de l'apartheid. La domination blanche est la condition politique de l'exploitation par le capitalisme sud-africain du peuple noir et de son maintien. Le capitalisme sud-africain est l'agent de l'impérialisme en Afrique du Sud et en Afrique noire en général, particulièrement des impérialismes américain et anglais. Lui-même est un capitalisme-impérialiste. La nécessité du boycott du gouvernement blanc, de ce capitalisme sud-africain, fondé sur l'oppression et l'exploitation du peuple noir, n'est pas même évoquée et il est encore moins évoqué que ce boycott doit être organisé dans chaque pays par les centrales et organisations syndicales et au plan mondial par les fédérations syndicales internationales.

DES "ADHESIONS" SIGNIFICATIVES

Ce type de plate-forme politique était restée jusqu'à présent l'apanage de l'appareil stalinien international, des organisations et partis ouvriers-bourgeois, des organisations bourgeoises et petites bourgeoises (radicales !). Au mieux, il s'agit d'une politique de pression sur les puissances impérialistes, les bourgeoisies des différents pays, leurs gouvernements, leurs Etats pour qu'ils pratiquent une "autre" politique économique et sociale, investissent mieux leurs capitaux, reconvertissement gentiment leurs industries militaires et utilisent les dépenses consacrées jusqu'alors à l'armement à des fins sociales et humanitaires et pour que le capitalisme-impérialiste d'Afrique du Sud se réforme.

Cette base politique était indispensable pour obtenir la participation à cette conférence d'organisations et individus dont Moïse MOLEIRO donne une première liste dans la lettre qu'il envoie à A. CAMP, permanent du Secrétariat International de "Ive Internationale C.I.R." et que publie le BI n° 2 préparatoire au 32e congrès du PCI :

II- LETTRE DE M. MOLEIRO

Andrés,

3 février 1987

Je t'écris sans avoir encore reçu ta lettre afin de te tenir au courant de l'état de développement des travaux, ainsi que pour te faire quelques propositions. Jusqu'à présent, nous avons reçu des adhésions ou des recommandations pour inviter des gens : Sendio (l'ancien chef Tupamaro) ainsi que ceux qui ont constitué un autre mouvement après une scission, le PT du Brésil (avec l'inconvénient qu'il reste impossible d'entendre Lula), d'Allemagne, des Philippines (par ton intermédiaire), du Mexique, de même nous avons reçu la confirmation de leur participation de la part des Cubains et des Sandinistes (j'oubliais les lettres reçues du Sénégal, de Suède et d'Argentine). Nous pensons ajouter — étant donné qu'ils n'ont pas pris position certainement parce qu'ils ne con-

naissent pas l'existence de la réunion — des invitations au Parti socialiste de Costa Rica, au PC dominicain, à un indépendantiste porto-ricain très connu, Juan Mari Bras, ainsi qu'au Parti socialiste populaire de Puerto Rico, au PSUM mexicain, à l'Union patriotique de Colombie, et à un groupe colombien appelé « Nouveau libéralisme », au Parti socialiste équatorien, au MIR de Bolivie (l'aile qui est partie parce que Jaime Paz Zamora a formé un gouvernement avec Paz Estenssoro), divers partis chiliens en exil (y compris le MIR sur lequel tu m'as posé la question), qui sont très faciles à contacter puisqu'ils ont leur siège ici. Cette semaine sortent toutes les invitations avec l'appel inclus, et signées par le comité qui, comme je t'ai expliqué, entre dans le cadre d'une politique large et n'a qu'un membre du MIR (Segundo Melendez) qui est le secrétaire exécutif. Parmi la liste des noms que je t'ai donnés, enlève celui de Ceryini qui, pour des raisons personnelles, ne veut pas entrer dans le comité mais s'offre à participer à la réunion.

La plupart de ces organisations ou "personnalités" sont stalinienne, pro-stalinienne, castristes, pro-castristes, bourgeoises ou petites bourgeoises, membres latino-américaines de "l'Internationale Socialiste". La participation du PC cubain à la conférence donne le pourquoi du contenu de l'appel initial et explicite plus encore les bases sur lesquelles est préparée la conférence de Caracas.

Moïse MOLEIRO est devenu, en raison tant du lieu prévu pour la conférence que de la position politique que lui et le M.I.R. du Venezuela occupent en Amérique latine, le pivot de la préparation matérielle et politique de la conférence de Caracas. Il lui donne un contenu conforme à sa propre orientation et à ses liens politiques avec CASTRO et d'autres organisations d'Amérique latine.

On comprend parfaitement qu'en conséquence le secrétaire aux relations extérieures des Commissions ouvrières d'Espagne, organisation syndicale que contrôle l'appareil stalinien, donne d'enthousiasme son adhésion à la conférence de Caracas. Il le fait en ces termes :

**Léonidas Montero, responsable du secrétariat
des Relations internationales des commissions ouvrières.**

*Chers camarades,
Nous souhaitons le succès de la Conférence internationale de Caracas. Nous croyons que cela contribuera à développer l'unité du mouvement ouvrier dans sa lutte contre la politique du FMI et du complexe industrialo-financier des Etats-Unis, tous les deux responsables du chômage croissant et de l'augmentation chaque jour de la paupérisation d'un plus grand nombre de travailleurs.
Nous estimons que cela supposera une condamnation de la dette extérieure qui pour les*

peuples débiteurs devient impossible à payer et qui pour les crédetes doit apparaître comme impossible à rembourser.

Nous pensons que la conférence condamnera énergiquement la course aux armements et qu'elle créera les conditions pour aller vers la consolidation de la paix dans le monde.

Recevez, chers camarades organisateurs, nos plus fraternelles salutations.

● Leonidas Montero

I.O. N° 1306 DU 11 MARS 1987

Agent de la bureaucratie du Kremlin, en l'occurrence de GORBATCHEV, Léonidas MONTERO dit ce qu'il en est : condamnation de la course aux armements, consolidation de la paix dans le monde. En clair, la conférence doit se situer sur la ligne de la "coexistence pacifique" entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin.

LUIS FAVRE ET LE B.L.A. CRACHENT LE MORCEAU

Mais Moïse MOLEIRO et la direction du M.I.R. sont alarmés. Ils l'expliquent dans la lettre que le M.I.R. du Venezuela envoie à la direction du PCI que publie également le BI n° 2 préparatoire au 32e congrès du PCI :

I - LETTRE DU MIR (VENEZUELA)

Caracas, le 3 février 1987

Camarades du Parti communiste internationaliste - Paris, France

Chers camarades,

Nous nous adressons à vous en notre qualité de co-signataires de l'appel à la conférence contre les plans du FMI et de la CEE afin de vous communiquer les choses suivantes :

Nous avons suivi la discussion qui s'est développée au sein de l'OCI sur la portée, les caractéristiques et la nature de la conférence que nous sommes en train de convoquer conjointement.

Nous sommes préoccupés par quelques opinions émises, et en particulier celles qui prétendent que la réunion se convertirait en « ...un pas dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale » ou en un forum pour discuter de problèmes théoriques et politiques différents du thème central qui nous occupe : promouvoir un effort mondial pour créer le plus large éventail de volontés, d'actions concrètes de rejet des plans du FMI et de la CEE. A notre avis, toute autre tentative s'éloigne du cadre commun décidé dans l'appel original.

Il est clair que nous, comme parti, sommes absolument respectueux de vos idées et de la façon dont vous les discutez. De ce point de vue, il nous semble totalement légitime que pour la IV^e Internationale cette conférence ait une importance suivant des angles et des perspectives que tous les participants ne partagent pas nécessairement.

Comme on le sait, le MIR, entre autres conceptions et sur la base des Thèses sur le travail international adoptées lors de notre dernière conférence, est partisan de la constitution de niveaux organisationnels au niveau international d'organisations indépendantes du stalinisme et de la social-démocratie pour coordonner des efforts dans la lutte de commun intérêt pour nos peuples. Notre discussion en la matière n'est cependant pas parvenue à des définitions plus élaborées même si nous n'écartons a priori aucune appartenance et aucun regroupement.

De sorte qu'il ne nous semble pas pertinent d'adopter dans la Conférence de Caracas une quelconque conduite qui implique de transférer à l'intérieur de celle-ci (je me réfère à ses délibérations comme conférence) ce genre de discussions.

Il nous a semblé important de vous communiquer ces préoccupations parce que nous considérons qu'il est temps d'ouvrir sur celles-ci un échange d'opinions étant donné que nous n'écartons pas le fait que nous soyons éventuellement en train de surestimer ou de juger de façon erronée le contenu des discussions que nous avons signalées.

Nous voulons également profiter de l'occasion pour reconnaître l'effort que vous et vos camarades dans le monde ont fait pour le succès de la conférence. Nous avons suivi avec attention en particulier *Informations ouvrières* et nous pouvons assurer que ces efforts sont évidents et sérieux.

Nous allons envoyer copie de cette lettre aux camarades du PT péruvien, qui conjointement avec nous sont signataires de l'appel original. Fraternelles salutations.

Pour la direction nationale du MIR
Moises Moleiro, secrétaire général.

Luis FAVRE et le "bureau latino-américain" de "IV^e Internationale C.I.R." partagent apparemment les craintes de MOLEIRO et de la direction du M.I.R.. Le BI n° 2 bis préparatoire au 32e congrès du PCI publie une lettre d'eux au CC du PCI datée du 30/01/87 dans laquelle on lit :

La résolution adoptée par le Conseil général d'avril 1986, rédigée par une commission composée des camarades Oña, Moleiro, Favre et Lambert, et adoptée à l'unanimité, était une résolution interne soumise à l'approbation du PCI, du PT et du MIR, base pour la rédaction d'un appel qui a été adopté en septembre 1986 et dont la publication devait, selon le SI, être faite à la mi-octobre à Caracas et avec un plus grand nombre de signatures que celles des trois premières organisations.

Ce protocole établissait clairement que « l'appel convoquant la Conférence internationale devait être adressé sans exclusives à tous les partis,

courants, militants qui se réclament du mouvement ouvrier et de l'émancipation nationale » et que « nous engagerons cette campagne internationale comme une campagne conduite sur la ligne de l'unité des travailleurs et de leurs organisations, adressée aux usines, localités, vers les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier et de l'émancipation nationale sans exclusives.

Une campagne d'organisation et de mobilisation pour aider les travailleurs dans chaque pays à combattre dans l'unité contre les conséquences des plans du FMI et du Marché commun européen. »

F.M.I. ET DU MARCHÉ COMMUN

Ensuite cette lettre rappelle la version finale de l'appel à la conférence de Caracas (rédigé conjointement par Luis FAVRE et MOLEIRO). En conclusion de cette partie de la lettre, il est écrit :

Conférence indépendante, à la fois par le cadre établi dans son appel et par le caractère des organisations et personnalités qui ont pris l'initiative. En continuité avec d'autres initiatives, ce qui en Amérique latine signifie en continuité avec la journée continentale contre la dette et la Conférence syndicale de La Havane qui a constitué le premier acte de résistance à l'échelle du continent sur la question de la dette. Conférence indépendante, enfin, par son caractère d'initiative de front uni que situé sur le terrain de l'indépendance de classe et donc en contradiction avec la politique des appareils qui se subordonnent à l'impérialisme et à ses instruments : le FMI et le MCE.

Luis FAVRE et le B.L.A. sacrifient à la rhétorique sur la "conférence indépendante" (camouflage indispensable) mais spécifient sous quel patronnage est désormais placée la "conférence de Caracas" :

"En continuité avec d'autres initiatives ce qui en Amérique latine signifie en continuité avec la journée continentale contre la dette et la conférence de la Havane".

C'est-à-dire sous la direction effective de CASTRO et du PC cubain.

AU NOM DU P.C.I., LAMBERT DONNE TOUTES GARANTIES

Le CC du PCI a adressé une réponse du Bureau latino-américain datée du 14 mars 1987 (il a pris son temps) que publie ce même BI n° 2 bis, sur laquelle nous reviendrons, qui se veut une réponse "point par point". Mais au nom de ce même CC, LAMBERT a écrit dès le 10 février à la direction du MIR du Venezuela. Malgré les redondances de cette lettre, il s'en dégage que LAMBERT et le Comité Central du PCI s'en tiendront strictement à la base politique de l'appel et au cadre qu'il fixe :

"C'est dans le cadre du respect du strict contenu de cet appel que nous combattons en France pour la constitution d'une délégation dûment mandatée..."

Trotskyisme oblige, LAMBERT affirme :

a) Le combat émancipateur et pour les revendications à l'échelle internationale et dans chaque pays est entravé par la politique directe de soumission des partis sociaux-démocrates à l'impérialisme et à leur propre bourgeoisie. D'une manière indirecte, les directions des partis staliniens au travers de leur soumission à la bureaucratie du Kremlin alignée sur la politique dite de coexistence pacifique se soumettent, contre les intérêts des peuples, à l'impérialisme et à leur propre bourgeoisie. Il suffit de mentionner la politique des staliniens du Nicaragua ou au Liban et ailleurs pour voir combien ils cherchent à « vendre » littéralement les peuples à la « coexistence pacifique », c'est-à-dire à l'accord contre-révolutionnaire avec l'impérialisme US.

Mais LAMBERT précise :

Nous précisons :

a) Pour le PCI, la Conférence de Caracas n'est pas une conférence de la IV^e Internationale à laquelle les sections de la IV^e Internationale inviteraient le MIR, le PT du Pérou, l'AZAPO, etc.

b) Nous, militants de la IV^e Internationale combattant pour sa reconstruction, nous sommes parfaitement conscients qu'à Caracas se grouperont des organisations et des militants « indépendants du stalinisme et de la social-démocratie », des organisations et militants susceptibles de s'engager ou déjà engagés sur la voie de la rupture avec le stalinisme et la social-démocratie, et des organisations et militants trotskystes qui sont bien sûr également indépendants du stalinisme et de la social-démocratie.

c) Nous, militants de la IV^e Internationale combattant pour sa reconstruction, n'avons aucune raison de cacher que nous sommes **inconditionnellement** pour la Conférence de Caracas, telle qu'elle a été convoquée sur la base exclusive de l'appel signé par le MIR, le PT du Pérou et le PCI. Nous n'avons aucunement l'intention d'y ajouter quoi que ce soit et c'est pourquoi nous souscrivons à la phrase de votre lettre : « De sorte qu'il ne nous semble pas pertinent d'adopter dans la Conférence de Caracas une quelconque conduite qui implique de transférer à l'intérieur de celle-ci (je me réfère à ses délibérations comme conférence) ce genre de discussions » sur la reconstruction de la IV^e Internationale.

Il conclut :

Nous respectons ces courants et militants, qui comme nous, et en rapport avec leurs positions politiques respectives, ont décidé d'assurer le succès de la Conférence de Caracas, sur la base de l'appel commun.

Voilà nos explications, qui nous l'espérons sont suffisamment claires.

Amitiés

Pour le comité central du PCI,

Pierre Lambert

Derrière la phraséologie sur la IV^e Internationale, LAMBERT apporte à MOLEIRO toutes les garanties que la conférence sera préparée, se tiendra sur les bases et dans le cadre où MOLEIRO l'a située. Par la même, il se place finalement sur la même position que Luis FAVRE et le B.L.A. quant à la base, l'orientation de préparation de la conférence de Caracas et au contenu qu'elle doit avoir.

RAPPEL SUR "LA CONFERENCE OUVERTE"

Mais la direction du PCI et LAMBERT en particulier, ont évidemment le plus pressenti besoin de faire croire aux militants du PCI et de "IV^e Internationale C.I.R." que la conférence de Caracas, si elle n'est pas la "conférence ouverte", ou même une "pré-conférence" vers la "conférence ouverte", ligne stratégique de la "reconstruction de la IV^e Internationale, elle va dans ce sens. Aussi, le BI n° 2 fait-il de larges citations de la résolution du Bureau International du CORQI qui s'est tenu du 20 au 23 avril 1979. Cependant, en avril 1977, lors de la 7^e conférence du B.I. du CORQI, le rapport présenté et adopté faisait des propositions précises qui éclairent plus encore la démarche politique de la "stratégie" de "la conférence ouverte" :

Le moment est venu pour le Bureau international du Comité d'organisation de faire un pas en avant vers cette Conférence ouverte. La possibilité de réaliser plus ou moins rapidement une Conférence ouverte européenne doit être un des objets de la discussion de ce Bureau international du Comité d'organisation. L'importance en est considérable pour toute la politique de reconstruction de la IV^e Internationale.

La base sur laquelle une telle Conférence peut être préparée et pourrait se tenir est simple :

Contre les bourgeoisies et les bureaucraties parasitaires d'Europe, satellites de celle du Kremlin, pour le socialisme :

- droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;
- unité et indépendance nationales - défense des libertés démocratiques ;
- libération des victimes de la ré-

pression capitaliste et bureaucratique ;

- indépendance de classe du prolétariat ;

A l'Est :

- droit de grève ;
- constitution de syndicats indépendants de l'Etat ;
- liberté de presse sans restrictions ;
- suppression du monopole politique du parti dirigeant ;
- dissolution des forces de répression ;
- respect des libertés individuelles ;
- défenses des acquis de la classe ouvrière, satisfaction des revendications ;
- évacuation des troupes du Kremlin ;
- abrogation des traités inégaux.

A l'Ouest :

- Toute une série de revendications sur les libertés, la défense des acquis de la classe ouvrière, la dé-

nonciation des accords et traités impérialistes et ceux conclus entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties parasitaires, s'appliquent. En outre, l'indépendance de classe du prolétariat prend nécessairement une forme concrète : front unique des partis ouvriers ; contre la politique traîtresse des fronts populaires, de l'Union de la gauche, rupture avec la bourgeoisie ; lutte pour un gouvernement des partis ouvriers sans ministre ni représentant des partis bourgeois ; satisfaction des revendications, expropriation du grand capital.

La discussion étant ouverte sur cette base : action politique immédiate et concrète sur des points précis, notamment la question de la défense des victimes de la répression et pour les libertés.

La VÉRITÉ N° 575

Février 1977 -

A l'évidence, la conférence de Caracas se prépare sur une orientation fondamentalement différente et contradictoire à celle que définissait le Bureau International du CORQI en 1977.

LE CONTRAIRE DU FRONT UNIQUE : DES FORUMS INTERNATIONAUX DE TYPE FRONT POPULAIRE

En dépit de l'évidence dans sa lettre réponse à celle du BLA, le CC du PCI prétend (BI n° 2 bis) :

ni le Conseil général de juin unanime, ni le BLA de septembre ne limitaient leur appréciation de la Conférence de Caracas à sa « *continuité avec d'autres initiatives* » ; l'un et l'autre insistaient sur le pas en avant qu'elle représente sur la voie de la Conférence ouverte, posant le problème de la construction de l'Internationale. Alors, comment devons-nous interpréter le caractère restrictif, et nouveau, de la formulation de votre lettre du 30 janvier sur ce point ? Comment comprendre votre omission du rapport entre Caracas et le combat pour l'Internationale, sur la ligne de la Conférence mondiale ouverte ? Faut-il en conclure que pour vous, placer la conférence sous le signe du combat pour le front unique contre le FMI et la CEE exclut d'en faire une étape sur la voie de la Conférence ouverte ?

C'est pour nous une question de la plus haute importance. Militants trotskystes, tout notre combat politique est guidé par la résolution de la tâche que nous fixe le programme de la IV^e Internationale : « *La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.* » Combattant pour le front unique, pour l'unité de la classe ouvrière et des peuples opprimés, des organisations ouvrières et des organisations nationales anti-impérialistes contre le FMI et la CEE, nous œuvrons à faire avancer la résolution de la crise de la direction révolutionnaire sur la ligne de la Conférence ouverte.

Camarades, pas plus au plan national qu'au plan international, on ne peut opposer le combat conséquent pour le front unique et le combat pour construire le parti et l'Internationale. Tous ceux qui s'y sont essayés dans le passé ont été réduits à une activité de secte impuissante, cantonnée dans les suppliques adressées aux organisations traditionnelles de la classe ouvrière.

Nous restons, nous, fidèles à la résolution du Conseil général, dont le BLA, le 5 septembre, a repris les termes : sur la ligne du combat pour le front unique contre le FMI et la CEE, dans l'unité la plus large avec toutes les composantes qui participent à la conférence, sur la base des propositions pratiques dans le combat contre l'impérialisme, nous trotskystes, nous considérons cette Conférence de Caracas comme une

première matérialisation de la ligne de la Conférence mondiale ouverte, en ceci que, par ces pas pratiques, nous aidons à faire surgir la question de l'Internationale, celle de la recomposition du mouvement ouvrier à l'échelle mondiale sur un nouvel axe.

Cela est **notre** conception. Nous ne l'imposons ni au PT du Pérou, ni au MIR vénézuélien, ni à qui que ce soit. Nous ne la cachons pas non plus : cf. la réponse du camarade Lambert à la lettre du camarade Moleiro. Nous comprenons parfaitement que des camarades qui ne sont pas membres de la IV^e Internationale ne posent pas ces problèmes dans les mêmes termes, puisque précisément seul le programme de la IV^e Internationale pose en termes aussi nets la nécessité de résoudre la crise de direction du prolétariat. Que signifierait en revanche un renoncement, **dans nos rangs**, à cette orientation stratégique, sinon un renoncement à la tâche fondamentale que nous prescrit notre programme, et pour laquelle nous nous sommes librement associés ? Devons-nous en conclure que vous reprenez à votre compte la position nettement formulée par le camarade Favre selon laquelle Caracas relève du combat pour le front unique et non du combat pour la Conférence mondiale ouverte (4) ? Dans cette hypothèse, permettez-nous de vous signaler qu'il y a là, entre nous, une divergence que vous n'évoquez pas, mais qui pour nous est une divergence sérieuse : jamais dans son histoire le PCI n'a accepté de dissocier le combat pour le front unique du combat pour la construction du parti. Maintes fois, il a dû combattre ceux qui, au nom d'une telle dissociation, s'apprêtaient à renoncer à la construction d'un parti ouvrier indépendant et, sous couvert de front unique, se disposaient à intégrer les rangs du front populaire. Ce combat-là, Trotsky dut déjà le mener face à ceux qui opposaient la nécessité de l'unité à la perspective de la proclamation de la IV^e Internationale. Déjà, les mêmes mettaient alors en cause son « *sectarisme* ».

(4) « *Il ne s'agit pas de la Conférence ouverte (bien que dans sa préparation, nous devons renforcer le regroupement des forces indépendantes), et plutôt d'une initiative de front unique.* » (Lettre à J. V., 26 janvier 1987).

La conférence de Caracas n'est pas une conférence de Front Unique. Elle se situe sur une orientation politique opposée au Front Unique, sur une orientation de collaboration de classe et de soumission des prolétariats des pays semi-coloniaux et coloniaux à l'impérialisme et au capitalisme, sur la ligne de la "coexistence pacifique". En conséquence elle est contradictoire à la reconstruction de la IV^e Internationale.

D'autre part cette lettre prétend en réponse au BLA et à Luis FAVRE :

Bien qu'il soit juste d'établir la relation entre les conférences de La Havane et de Caracas, deux facteurs aux moins les différencient :

a) Nous avons soutenu la Conférence de La Havane, véritable front unique réalisé contre l'impérialisme, qui aurait pu déboucher sur d'importantes mobilisations dans toute l'Amérique latine. Les dirigeants cubains, à l'initiative de cette conférence, ont agi de manière à ce qu'elle reste prisonnière du cadre diplomatique, limitant grandement les conséquences pratiques de cette conférence. A Caracas, en revanche, nous avons l'ambition de soumettre plusieurs propositions faisant de cette conférence le point de départ d'une activité ordonnée en commun par les organisations présentes, des campagnes communes, etc.

La conférence de "La Havane" n'avait rien à voir non plus avec le Front Unique. Le Front Unique implique le combat, en l'occurrence pour l'annulation de la dette. Ce n'est pas un moyen de "manoeuvres diplomatiques". La conférence de la Havane s'est inscrite dans la politique de la bureaucratie castriste et au-delà de la bureaucratie stalinienne. C'est le sort qui, en dépit des affirmations de la lettre du CC du PCI au BLA, attend la conférence de Caracas : l'appel initial que LAMBERT a signé et qu'il affirme vouloir respecter en est la démonstration.

La conférence de la Havane, comme celle de Caracas (si elle se tient sur la ligne où elle est préparée) sont des forums internationaux qui s'apparentent à ce qu'est à la politique du Front Populaire aux plans nationaux.

LES RAPPORTS REELS A CARACAS

A Caracas en somme, face aux castristes et (ou) stalinien d'origine du Parti Communiste Cubain, aux nationalistes petits bourgeois et prêtres catholiques de la direction du Front Sandiniste de Libération Nationale, aux débris du guerrillerisme reconvertis au parlementarisme bourgeois du MIR vénézuélien, LAMBERT pourra-t-il même faire, au nom du PCI et de "Ive Internationale (C.I.R.)", un beau discours, un de ses discours clairs comme de l'eau boueuse dont il a acquis si bien la pratique, dans lequel, après leur avoir "rappelé" les positions de la Ive Internationale, il leur expliquerait que ce programme "n'est pas un ultimatum", c'est-à-dire en clair qu'il se discute, qu'il peut être l'objet de compromis au terme desquels une "Internationale" "équivalente" à la Ive Internationale aux yeux des trotskystes pourrait être mise sur pied ?

Comme les castristes-staliniens et les nationalistes petits bourgeois sandinistes qui ont derrière eux un appareil d'Etat, même faible, ainsi que des relations avec la classe ouvrière et les masses autrement larges et solides que LAMBERT, ne ressentent aucun besoin de construire une "Internationale" ni avec LAMBERT ni avec quiconque d'autre, il est peu probable que LAMBERT ait cette fois-ci à sortir son discours de sa poche.

A Caracas, il est à peu près certain, par contre, que le PCI et "Ive Internationale C.I.R." seront conduits à voter des textes dont LAMBERT sera le co-auteur enthousiaste, qui prolongeront l'appel à la conférence et amèneront les trotskystes à cautionner des "campagnes" politiques sur la dette, le Nicaragua ou l'Afrique du Sud, conçues et organisées sur un terrain stalinien et petit bourgeois. L'appareil confédéral de Force Ouvrière peut se targuer d'avoir la caution du PCI pour certaines de ses opérations. Les militants du PCI ont été offerts comme "base militante" à l'aéropage des GUILLOUX et autres GEDDO. Maintenant il est à craindre qu'à la sortie de Caracas "Ive Internationale C.I.R." se trouve tout entière dans la même position par rapport aux forces politiques stalinien, crypto-stalinien et petites bourgeois.

Les organisations de "Ive Internationale (C.I.R.)" et les militants du PCI ont engagé la préparation de Caracas. A quelques semaines de la conférence, ils commencent à sentir qu'un piège s'est mis en place. Ils ont fait confiance à la direction du PCI et à LAMBERT en particulier, en raison de la place occupée par ceux-ci depuis tant d'années dans le combat pour la reconstruction de la Ive Internationale. Ce sont LAMBERT et la direction du PCI qui ont effectivement assumé le fil de la continuité du combat pour l'Internationale de LENINE et de TROTSKY, parti mondial de la révolution prolétarienne et mené le combat contre le révisionnisme qui s'est développé dans et au nom de la Ive Internationale. Il est compréhensible que le PCI et "Ive Internationale (C.I.R.)" aient déposé entre les mains de la direction du PCI un capital de confiance considérable. Mais aujourd'hui, il faut regarder la réalité politique en face, si difficile à accepter qu'elle puisse être. D'autant plus que la convocation de la conférence de Caracas, voulue par LAMBERT vraisemblablement au départ comme une manoeuvre dans une bataille politique dirigée contre Luis FAVRE, est venue maintenant brusquer soudainement les rythmes et raccourcit les délais. Fossoyeur du combat pour la reconstruction de la Ive Internationale, LAMBERT est aussi un extraordinaire apprenti sorcier. Après CAMBADELIS le cas Luis FAVRE en témoigne complètement.

Luis FAVRE développe une orientation qui n'est pas nouvelle. Rappelons les passages essentiels de la déclaration publiée dans le n° 31 de "Tribune Internationale" :

"Déclaration des dirigeants syndicaux et politiques"

3. En luttant contre le paiement de la dette impayable, nous luttons pour la souveraineté de l'Amérique latine, pour son droit à l'autodétermination sans ingérences étrangères. Il s'agit de la même lutte que mène le peuple du Nicaragua contre l'agression militaire directe des mercenaires de Reagan.

Comme l'a bien dit le président du Nicaragua Daniel Ortega : « *Parce que ce qui est en jeu ici c'est le droit à la survie, non seulement du Nicaragua, mais de l'Amérique latine, des pays du tiers-monde (...) nous devons nous affronter au terrorisme politique des Etats-Unis qui menace la souveraineté de l'Amérique latine ici au Nicaragua, et nous devons affronter ce terrorisme économique, financier qui tient en otages les peuples et gouvernements d'Amérique latine.* »

4. Pour vaincre dans cette lutte, il

faut l'unité, large, de tout le peuple et de tous les peuples d'Amérique latine, sous la bannière du non-paiement de la dette. L'unité pour rejeter l'agression contre le Nicaragua et pour défendre nos frères au Salvador. L'unité pour en finir avec les agents de l'impérialisme qui tiennent le peuple du Chili sous leur botte tyrannique. L'unité contre les plans économiques, pactes sociaux et autres qui tentent de faire porter le poids de la dette sur les épaules des ouvriers et paysans, ce qui se traduit par le génocide et par le fait que les droits et libertés démocratiques sur le continent sont foulés aux pieds.

5. La récente conférence syndicale de La Havane a été un moment important dans la voie de l'unité. La journée de lutte du 23 octobre qui y a été décidée a été la première réponse des travailleurs du continent, dans la longue lutte pour la souve-

raineté de l'Amérique latine.

Pour développer ce combat jusqu'à l'émancipation définitive, il faut, conjointement avec l'unité, l'indépendance politique des ouvriers et des paysans, des organisations du peuple. Notre lutte ne peut être l'objet de négociations entre super-puissances contre les intérêts de nos peuples. L'unité anti-impérialiste large, l'indépendance vis-à-vis de tout bloc de pouvoir, telles sont les bases qui nous animent dans la lutte pour le non-paiement de la dette et à laquelle nous invitons tous les partis et syndicats indépendants à s'associer.

Solidarité avec le Nicaragua !

Annulation de la dette extérieure !

Unité continentale anti-impérialiste !

Lima, le 2 novembre 1985

A l'époque nous avons commenté ce texte ("Combattre pour le Socialisme" n° 7, février 1986) dans les termes suivants :

De révolution prolétarienne, de programme de la IVe Internationale, de la IVe Internationale, il n'est pas question. Tout se limite à "l'unité continentale anti-impérialiste" qui est placée sous l'égide de "la conférence syndicale de la Havane (laquelle) a été un moment important dans la voie de l'unité". Mais l'initiateur de cette conférence, de cette "unité" c'est Fidèle CASTRO. Or, LAMBERT condamne le SWP qui a rompu "toute attache avec le programme de transition", et qui a découvert dans la direction castriste une "direction supérieure à celle du parti bolchévique", une "direction révolutionnaire internationale". En outre, la conception de "l'internationale" que la "conférence de proclamation du parti des travailleurs" du Pérou a avancé est aussi floue et vague que possible :

"Fidèle à l'internationalisme, aux enseignements de José Carlos MARIATEGUI, la conférence du Parti des Travailleurs a réaffirmé son engagement de combattre pour une association internationale des travailleurs, pour une authentique internationale ouvrière révolutionnaire, indépendante et de masse".

Pas question de la IVe Internationale et du "programme de transition". Dans ses "salutations à la conférence du PT péruvien", la délégation du "bureau latino-américain de la IVe Internationale - CIR" (en l'occurrence principalement Luis FAVRE) fait écho au P.T. du Pérou :

"La recherche d'une coordination de luttes à un niveau latino-américain... à un niveau mondial pose l'urgence de la construction d'une Internationale des travailleurs".

Ce n'est pas faire injure à FAVRE que de penser que là est le fond de sa position. FAVRE a raison lorsqu'il rappelle à LAMBERT que le protocole d'accord, rédigé par un groupe de quatre personnes, MOLEIRO, OGNA (non trotskyste du PT péruvien), FAVRE et LAMBERT, soumis au Conseil Général de juin 1986 de "IVe Internationale C.I.R.", établissait les bases politiques pour la conférence de Caracas sur une orientation soigneusement définie, celle de "l'unité continentale anti-impérialiste" et non sur celle de la "conférence ouverte".

NOTRE AVERTISSEMENT DE FEVRIER 1986 : "LAMBERT APPRENTI SORCIER"

Dans notre article de février 1986, nous intitulions la dernière section "LAMBERT apprenti sorcier" et nous écrivions notamment :

Un bilan de la politique suivie par la direction de "IVe Internationale (C.I.R.)" depuis quelques années reste à faire. Tout a été aligné sur l'orientation, dans tous les pays, de la "construction" de "Parti des Travailleurs". Cette

orientation peut se justifier, en principe, dans les pays où la classe ouvrière n'a pas, au cours de son histoire, constitué de partis propres, encore qu'il s'agit beaucoup plus de mettre en avant la nécessité de la construction d'un parti ouvrier là où il n'en existe pas. Il s'agit peut-être d'une nuance mais elle a son importance. Le terme "travailleurs" n'a pas la précision de classe qu'a celui d'"ouvriers". Les paysans, les petits-bourgeois, beaucoup d'autres individus peuvent être qualifiés de travailleurs. La classe ouvrière est une classe sociale occupant dans les rapports de production une position précise. Mais là où sous le nom de "parti des travailleurs" un nouveau parti a commencé à se construire qui doit occuper la place et jouer le rôle d'un parti ouvrier dans les pays où la classe ouvrière n'a jamais disposé de parti propre, il est en général correcte politiquement de participer à ce parti. Encore faut-il développer le programme d'un parti ouvrier révolutionnaire et combattre sur une ligne politique qui exprime à chaque moment ce programme.

Participer à la construction du "P.T." brésilien était et reste juste. Ce parti vient de remporter aux élections municipales de grands succès politiques, obtenant dans une ville importante jusqu'à 17 % des suffrages exprimés. Contradictoirement, le bilan de l'organisation trotskyste qui est entrée dans le "P.T." brésilien est désastreux. L'organisation socialiste internationaliste comptait, lorsqu'elle est entrée dans le "P.T." 2 000 militants. Aujourd'hui il n'y a plus que 700 militants dans la "fraction trotskyste du P.T.". Pourquoi ? Tout simplement parce que la direction de l'O.S.I. rebaptisée "fraction trotskyste du P.T." a pratiqué une politique d'adaptation servile à la direction du P.T. et à Lula en particulier. La responsabilité en incombe à la direction de l'IVe Internationale (C.I.R.) qui a dicté à la direction de l'O.S.I. la politique qu'elle devait suivre, et notamment à Luis FAVRE. La "fraction trotskyste" s'est intégrée à la fraction Lula. En échange, les dirigeants ont obtenu des responsabilités dans le P.T.. Lula a décidé il y a quelques mois qu'il n'y avait aucune raison qu'une "fraction trotskyste" se maintienne à l'intérieur de sa propre fraction. Il l'a chassée. Résultat : la "fraction trotskyste" a pratiquement perdu tous les postes de responsabilité politique qu'elle occupait à l'intérieur du "P.T..".

Ainsi, là même où l'orientation de construire un P.O., ou de participer à la construction d'un "P.T.", peut être juste, le faire sur une orientation d'adaptation, de renoncement à défendre le programme de transition et au-delà le programme de la IVe Internationale dans son ensemble, conduit au désastre. A plus forte raison tenter d'appliquer cette orientation, défendre la "ligne de la démocratie" au lieu de la ligne de la révolution prolétarienne dans les pays où il s'agit de construire un parti ouvrier révolutionnaire parce qu'il existe de longue date des partis ouvriers, mais des partis ouvriers traités, adaptés à la société bourgeoise et la défendant, ne peut aboutir qu'à la faillite politique.

L'orientation que la direction du P.C.I., qui est également direction de l'IVe Internationale (C.I.R.) applique tant en France qu'à l'échelle internationale est destructrice et liquidatrice. Les résolutions du 30e congrès témoignent de l'impass actuelle du P.C.I., des contradictions et antagonismes qui s'y développent, du risque de destruction que le P.C.I. encourt. Mais en ce qui concerne l'IVe Internationale (C.I.R.) et sa direction, les contradictions et antagonismes apparaissent désormais au grand jour. La politique que LAMBERT a appliquée, a engendré des forces centrifuges qui se développent, forces centrifuges dislocatrices.

FABRE MET LAMBERT EN PORTE-A-FAUX

Aujourd'hui FAVRE entraînant le BLA se paie le luxe de mettre en porte à faux LAMBERT et la direction du PCI. Ils les attaquent en leur reprochant de ne pas pratiquer une politique qui se situe sur la ligne du Front Unique. Rappelons ce que FAVRE et le B.L.A. écrivent (BI n° 2 BIS) :

La résolution du CC du PCI du 14 octobre commence par affirmer : « Aujourd'hui et pour les mois à venir, il s'agit pour le PCI de mettre en place une large campagne au niveau de tout le pays, des localités, des entreprises, en parvenant à la constitution d'une délégation à la fois importante et représentative, représentative des mouvements qui traversent en profondeur la classe ouvrière, y compris au niveau des responsables syndicaux ouvriers, paysans et étudiants. »

Cela oblige à une première remarque. Pourquoi la délégation française doit-elle être représentative des mouvements qui traversent en profondeur la classe ouvrière, y compris au niveau des responsables syndicaux ouvriers, et non pas aussi au niveau des responsables politiques, du PS et du PC entre autres, chez lesquels s'expriment certainement aussi les « mouvements qui traversent en profondeur la classe ouvrière » ? Pourquoi n'y a-t-il aucune mention de cela ?

La réponse à cette question se trouve dans la résolution elle-même, quand elle affirme, dans le chapitre « Comment avancer » :

« Discussion large dans le cadre des regroupements pour préparer la manifestation (du MPPT — NDLR), de l'appel. Dans ces discussions, chaque membre du plénum tentera de "sélectionner" ceux à qui (responsables, militants d'expérience) au début du mois de décembre nous proposerons un projet de mandat de la délégation française.

C'est dans ces conditions et en particulier avec des responsables, en pre-

nant des notes sur leurs contributions à la discussion, que nous regroupérons les éléments pour rédiger le mandat provisoire. Pour donner une idée : au moment de lancer le mandat provisoire, nous voulons qu'il soit signé par 30 à 40 travailleurs et jeunes. 30 à 40 qui devront constituer le noyau de la délégation française à Caracas. »

Est-ce à dire que la délégation française est « sélectionnée » par le PCI parmi ceux qui participent aux regroupements qui préparent la manifestation du MPPT ? Qu'est-ce qui justifie une telle restriction ?

Peut-être ceux qui ne seraient pas d'accord avec cette manifestation sont-ils simplement des membres des appareils qui défendent le FMI et le MCE ?

Dans le meilleur des cas, le PCI peut mettre en place sa délégation dans des assemblées ouvertes, mais cela ne résout pas le problème d'une délégation française représentative, car le PCI est une petite organisation. Que faire avec les centaines de délégués qui ont participé aux états généraux convoqués par l'UNEF-ID ?

Que faire avec les dirigeants et cadres syndicaux de la FEN qui ont convoqué à une gigantesque manifestation à Paris au début de novembre ? Et avec les cadres syndicaux de FO, dont nombre d'entre eux, dans la direction nationale, se sont opposés ouvertement à l'accord sur la flexibilité ?

Le PS et le PC ont-ils peut-être cessé d'être des organisations ouvrières

où s'exprime la contradiction entre la classe et sa direction bourgeoise ? Notre ligne de préparation de Caracas ne devrait-elle pas viser à développer cette contradiction ? Enfin, pourquoi tout ce qui, dans ces lignes générales, est valable pour la majorité des pays ne l'est pas pour la France ?

Il nous semble, donc, que la résolution en question traduit une orientation sectaire par rapport à la conférence, conçue de cette façon comme un simple tremplin pour le renforcement numérique du PCI et éventuellement pour donner comme réglé le difficile problème de la lutte pour le regroupement des organisations indépendantes dans la perspective de la Conférence ouverte, au moyen d'auto-proclamations qui n'aideront pas à avancer d'un pouce dans la longue voie de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Cette méthode peut y compris avoir des répercussions négatives parmi les forces avec lesquelles nous sommes seulement en train d'établir des relations politiques et qui sont loin encore de partager avec nous la nécessité de la lutte pour une Internationale. La lettre de la LWR (section

irlandaise de la IV^e Internationale-CIR) abordant ces mêmes préoccupations, montre — « *si besoin était* » (en français dans le texte — NDT) — que celles-ci ne relèvent en rien d'un esprit latino-américain.

Nous voudrions pour conclure proposer au CC du PCI que le présent document soit considéré comme une contribution à la discussion préparatoire de votre congrès et comme tel publié dans le BI de la section.

Fraternellement

Bureau latino-américain

Adopté par : 5 pour (Xuxu, Adamastor, Alex, Orozco, Favre)
1 contre (Juvenal)

PS : Nous ne connaissons pas encore l'ordre du jour du congrès ni si celui-ci comporte un point, comme prévu par le CG, sur la discussion internationale. Notre proposition présuppose que c'est le cas.

Dans sa réponse, le CC du PCI réagit violemment à cette accusation : selon le CC du PCI, la ligne du Front Unique c'est celle suivie dans la préparation des "Assises Nationales" "pour la réalisation de l'unité", celle qui s'est concrétisée dans la "manifestation" du 29 novembre. Luis FAVRE n'a évidemment aucun mal à montrer que cette orientation rejette les organisations ouvrières, syndicats et partis, ainsi que leur direction, que formellement au moins elle est "gauchiste" et participe d'une politique de division de la classe ouvrière à qui aucune autre issue n'est ouverte que de s'aligner derrière le MPPT.

Il faut accorder cependant au CC qu'il a parfaitement raison de dire :

Si le camarade Favre ne voit dans cette orientation aucune trace de combat pour le front unique, c'est son droit. Mais, dans ce cas, ce n'est pas la façon dont le PCI prépare Caracas qu'il met en cause, c'est plus largement l'orientation politique mise en œuvre par le PCI en France, sur la base des résolutions politiques du XXXI^e Congrès du PCI (juin 1986) que le camarade Favre à lui-même votées. Le camarade Favre juge-t-il que le PCI ne combat pas pour le front unique ? Si tel est le cas, il est de son devoir — comme membre du SI, comme membre du CC du PCI — de s'en expliquer complètement, de nous faire connaître son point de vue sur l'orientation du PCI, de nous aider à en corriger les insuffisances, les erreurs. Mais, de grâce, inutile de dissimuler cette discussion, qui peut être tout à fait enrichissante, derrière de prétendus désaccords sur la préparation de Caracas.

Mais nécessité fait loi : pour tenter de se couvrir, le CC falsifie ce que le BLA et FAVRE ont écrit. Luis FAVRE et le BLA expliquent que les délégués qui ont participé aux Etats généraux convoqués par l'UNEF-ID doivent être plus ou moins gagnables à la participation à Caracas, ainsi que les cadres syndicaux FO qui se sont opposés ouvertement à l'accord sur la flexibilité. La lettre du CC du PCI feint de croire que Luis FAVRE et le BLA disent qu'il n'y aurait pas place "pour les dirigeants de l'UNEF-ID..." et pour les dirigeants FO qui ne se sont pas prononcés contre l'accord sur la flexibilité. Poursuivant elle s'indigne :

En revanche, les dirigeants et cadres syndicaux de la FEN qui depuis des années organisent, en accord avec les gouvernements successifs, la liquidation de l'enseignement public, et qui, des semaines durant, ont combattu avec acharnement la grève générale à laquelle aspiraient tous les instituteurs contre le décret Monory sur les maîtres-directeurs, ne se voient sommés par vous à aucune condition préalable pour soutenir Caracas ?

Astuce lamentable pour brouiller les cartes. Luis FAVRE et le B.L.A. expliquent clairement qu'en France comme ailleurs, la campagne pour Caracas (et par suite toute l'activité politique) doit être menée sur la ligne du Front Unique, en direction des organisations ouvrières traditionnelles, syndicats (C.G.T., F.E.N., F.O.) et partis (P.S. et P.C.F.), et leurs directions, et en les appelant par leurs noms. Mais il est vrai qu'il le fait au compte d'un forum international de type Front Populaire.

Luis FAVRE met également LAMBERT en porte à faux à propos de la "reproclamation" de la IV^e Internationale centralisée. A l'évidence cela ne correspond absolument pas à des avancées de "IV^e Internationale C.I.R.", ou même à une homogénéisation politique de celle-ci, à la formation d'au moins un embryon de direction internationale. L'une des raisons de cette "reproclamation", que veut LAMBERT, serait qu'elle ferait de lui le "gourou" du trotskysme à l'échelle internationale (c'est-à-dire qu'elle lui permettrait de faire des gloses sur le programme pour mieux le trahir). Ainsi pourrait-il intervenir dans la vie interne des sections au nom du "centralisme démocratique international". Une autre raison en est que LAMBERT a besoin, pour maintenir une certaine cohésion dans un PCI qui se désagrège d'une apparence de succès dans la reconstruction de la IV^e Internationale. Par ailleurs, la tentative de reprendre pied en Amérique latine ou, de plus en plus, le contrôle des sections de "IV^e Internationale C.I.R." lui échappe est à l'origine de l'initiative qu'il a prise de convoquer une conférence à Caracas, quelle qu'en soit la base politique. De plus, il lui faut absolument en "mettre plein la vue" aux militants du PCI. Un grand Barnum international, rien de tel pour cela.

Fort habilement, FAVRE se pose en défenseur de la ligne de la reconstruction de la IVE Internationale, conçue comme un processus indissociable de ceux de la lutte de classe du prolétariat et des peuples opprimés. Il s'est même permis de s'exprimer publiquement sur cette question, dans une interview que le journal de l'organisation québécoise de "IVE Internationale C.I.R.", "Tribune Ouvrière" (n° 181, octobre 86) a publiée. En vérité c'est pour lui une excellente occasion de rejeter toute activité réelle de reconstruction de la IVE Internationale.

Loin de s'inscrire sur la ligne de la reconstruction de la IVE Internationale, par la "stratégie" de "la conférence ouverte", la conférence de Caracas, sur la base où elle est convoquée, de la façon dont elle est préparée, en raison du contenu que veulent lui donner staliniens, pro-staliniens, castristes, pro-castristes, organisations bourgeoises et petites bourgeoises, ne peut être que destructrice de "IVE Internationale C.I.R." et de ses organisations. Une fois encore LAMBERT a été à l'initiative d'un développement qu'il ne contrôle pas et dont se sont saisies des forces politiques ennemies de la IVE Internationale et de son programme. A partir de là déjà un processus de dislocation de "IVE Internationale C.I.R." s'est engagé, l'élève dépassant le maître. FAVRE et le BLA veulent que la conférence de Caracas ne soit troublée par aucune référence au trotskysme, à la IVE Internationale et à son programme, fut-elle formelle, fut-elle platonique et mystificatrice.

LAMBERT a besoin de truquer, de ruser, de mystifier, car il n'est politiquement plus rien sans son étiquette "trotskyste" et sa réputation d'incarnation du combat pour la continuité et la reconstruction de la IVE Internationale. Mais FAVRE et LAMBERT sont l'un et l'autre sur une ligne de destruction de la IVE Internationale, chacun à leur manière. Ils n'ont que faire d'exprimer l'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat - prolétariats des pays impérialistes, des pays semi-coloniaux, prolétariats de l'URSS et des pays où le capital a été exproprié mais où des bureaucraties parasitaires monopolisent le pouvoir politique - Quelles que soient les roueries qui mettent en porte à faux LAMBERT et la direction du PCI, Luis FAVRE n'entend pas, bien au contraire, permettre que s'exprime une orientation indépendante de classe du prolétariat à la conférence de Caracas, orientation qui dégagerait "IVE Internationale C.I.R." et ses organisations du carcan dans lequel les enserme la préparation de la conférence de Caracas sous l'égide du PC cubain.

Pourtant c'est encore possible.

DANS L'INDEPENDANCE POLITIQUE TOTALE DU PROLETARIAT, SUR DES OBJECTIFS ET MOTS D'ORDRE PRECIS : COMBAT COMMUN DE LA CLASSE OUVRIERE, DE TOUTES LES COUCHES OPPRIMEES ET EXPLOITEES, CONTRE LE CAPITAL, L'IMPERIALISME, LES CLASSES EXPLOITEUSES ET OPPRESEUSES DANS LES METROPOLES IMPERIALISTES ET LES PAYS SEMI-COLONIAUX ET COLONIAUX.

Dès maintenant il faut proposer des campagnes internationales sur trois mots d'ordre précis et se battre à la conférence pour qu'elles soient adoptées :

- peut-on attendre des puissances impérialistes grandes et petites, de leurs gouvernements qu'ils agissent réellement contre l'apartheid, le régime raciste, la domination blanche en Afrique du Sud, contre l'oppression nationale du peuple noir et son exploitation, pour son indépendance nationale ? Non ! Encore une fois : l'oppression et l'exploitation du peuple noir sont indispensables au maintien du régime capitaliste en Afrique du Sud, au rôle de relais en Afrique du Sud et plus généralement en Afrique noire, des grandes puissances impérialistes que joue le capitalisme d'Afrique du Sud, lui-même capitalisme-impérialiste. Seul le mouvement ouvrier de chaque pays et international peut organiser le nécessaire boycott économique et dans tous les domaines, du gouvernement d'Afrique du Sud, du capitalisme sud-africain. Campagne dans chaque pays pour que les centrales syndicales décrètent et organisent le boycott du gouvernement, du régime, du capitalisme sud-africain.

Campagne nationale et internationale pour que les fédérations syndicales internationales décrètent et organisent le boycott du gouvernement, du régime, du capitalisme sud-africain ;

- Campagne internationale et dans chaque pays impérialiste créancier pour l'annulation immédiate et unilatérale par l'Etat et les banques de ces pays des créances qu'ils possèdent sur les pays coloniaux et semi-coloniaux. Parallèlement, campagne dans les pays opprimés et débiteurs pour que les organisations syndicales et les forces politiques prétendant combattre l'impérialisme réalisent l'unité et exigent des gouvernements de leur pays l'annulation de leurs dettes vis à vis des pays impérialistes ;
- Campagne internationale et dans chaque pays contre les menaces d'interventions, la pression militaire, le soutien des contras, le boycott économique, financier et multiformes dirigés contre le Nicaragua : "Bas les pattes devant le Nicaragua". L'objectif doit être la préparation et la tenue d'une conférence internationale de

Front Unique pour la défense du Nicaragua et de la révolution au Salvador.

Ces campagnes internationales et dans chaque pays seront toutes menées sur la ligne du Front Unique en direction des organisations ouvrières, syndicats et partis, et de leurs directions et naturellement à l'intérieur des organisations syndicales.

Une conférence comme celle de Caracas ne se justifie que si elle aboutit à des campagnes aux objectifs et mots d'ordre précis. Il appartient à "IVE Internationale C.I.R." d'engager la lutte pour que la conférence de Caracas se situe réellement et concrètement sur le terrain du combat du prolétariat, des classes exploitées et opprimées. L'ennemi doit être désigné par son nom et combattu comme tel : l'impérialisme, le régime capitaliste en crise. Il doit être clair que toute action réelle contre l'exploitation et l'oppression implique la mise en cause du régime capitaliste, du pouvoir bourgeois dans chaque pays impérialiste mais aussi dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux. Les luttes des prolétariats et des peuples opprimés forment un tout. Cela seule "IVE Internationale C.I.R." peut et doit l'exprimer et en tirer concrètement les conséquences. Sans quoi la conférence de Caracas sera nécessairement utilisée par les staliniens, les pro-staliniens, les castristes, les bourgeois et petits bourgeois, à des fins totalement étrangères et contradictoires aux intérêts, aux besoins du prolétariat et des classes exploitées et opprimées. "IVE Internationale C.I.R." aura été l'instrument de ces forces. Ce serait un coup terrible porté à la reconstruction de la IVE Internationale et à la construction d'authentiques partis ouvriers révolutionnaires dans chaque pays.

En aucun cas la conférence de Caracas ne peut être "la conférence ouverte" ou une "pré-conférence" à une "conférence ouverte" s'intégrant dans le processus de reconstruction de la IVE Internationale. Les textes cités plus haut ne laissent aucun doute : une "conférence ouverte" s'intégrant dans le processus de reconstruction de la IVE Internationale doit réunir des organisations en rupture avec la bourgeoisie, la bureaucratie du Kremlin, les appareils social-démocrates et des organisations syndicales, l'appareil international du stalinisme, ou les appareils para-staliniens ; des organisations indépendantes de tous les gouvernements actuellement au pouvoir qui combattent ces gouvernements et se posent les problèmes de la révolution prolétarienne, du pouvoir, de la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays et d'une Internationale. Ce n'est certainement pas le cas, bien au contraire, de la plupart des organisations qui vont participer à la conférence de Caracas.

Même au cas où se tiendrait une "conférence ouverte" (ou "pré-conférence" à une "conférence ouverte"), "IVE Internationale C.I.R." n'aurait pas à se dissoudre politiquement et organisationnellement. Elle devrait être le ferment politique d'un tel processus en agissant sur la ligne de la reconstruction de la IVE Internationale, en défendant et en appliquant à chaque moment le programme de la IVE Internationale, en luttant pour que l'Internationale à construire le soit sur ce programme et soit la IVE Internationale reconstruite.

Camarades, l'enjeu est considérable : si la conférence de Caracas se tenait sur la ligne où elle est préparée ce serait un coup terrible porté à "IVE Internationale C.I.R.", vers sa dénaturation, sa dislocation, sa dissolution et celles des sections qui la composent. Alerte, il est encore temps, mais tout juste temps pour réagir.

Le 30/03/87

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME".

10 numéros: 70Fr

NOM: _____ **PRENOM:** _____

ADRESSE: _____

_____ **CODE POSTAL:** _____ **DATE:** _____

(Une lettre, en caractères d'imprimerie, par case. Merci.)

Envoyer à: Stéphane JUST B.P. 154 92804 PUTEAUX CEDEX.

Directeur de la publication: Stéphane JUST.
Commission paritaire N°:67187.
N° ISSN: 0763790 X.
Imprimerie spéciale.

30 MARS 1987 - SUPPLEMENT A CPS N°15

S O M M A I R E

- CARACAS: L'EXISTENCE DE "IV° INTERNATIONALE-CIR" MENACE	P 1
- LE TERRAIN DU STALINISME ET DE LA HIERARCHIE CATHOLIQUE	P 2
- CE QUE SIGNIFIE INVOQUER EN FRANCE ET EN EUROPE LA CEE ET LE FMI	P 2
- UNE POLITIQUE DE PRESSION SUR LES GOUVERNEMENTS BOUR- GEOIS POUR QU'ILS CHANGENT DE CAP	P 3
- L'AFRIQUE DU SUD	P 4
- DES "ADHESIONS" SIGNIFICATIVES	P 4
- LUIS FAVRE ET LE B.L.A. CRACHENT LE MORCEAU	P 5
- FMI ET DU MARCHÉ COMMUN	P 5
- AU NOM DU PCI, LAMBERT DONNE TOUTES GARANTIES	P 6
- RAPPEL SUR "LA CONFERENCE OUVERTE"	P 6
- LE CONTRAIRE DU FRONT UNIQUE : DES FORUMS INTERNATIONAUX DE TYPE FRONT POPULAIRE	P 7
- LES RAPPORTS REELS A CARACAS	P 8
- NOTRE AVERTISSEMENT DE FEVRIER 1986 : "LAMBERT APPRENTI SORCIER"	P 9
- FAVRE MET LAMBERT EN PORTE-A-FAUX	P10

SOMMAIRES DES C.P.S. NUMEROS 14 ET 15

C.P.S. N°14 du 26 janvier 1987

S O M M A I R E

- La lutte contre le gouvernement Chirac	p. 1
- Eléments sur la grève des cheminots	p. 4
- R.A.T.P.: opération avortement d'une véritable grève générale	p. 9
- Le mouvement des étudiants et des lycéens: quelques enseignements	p.12
- Les militants interviennent et infor- ment C.P.S.	p.20
- Luttés de classe en Europe -2ème partie-	p.26

C.P.S. N° 15 du 15 février 1987

S O M M A I R E

- REUNIR LES CONDITIONS POUR CHASSER LE GOUVERNEMENT CHIRAC	p. 1
- LES DIRIGEANTS DE LA P.E.N. REFUSENT D'ENGAGER LE COMBAT CONTRE LE GOUVERNEMENT CHIRAC	p. 7
- PREPARATION DU CONGRES DU PARTI SOCIALISTE: A LA RECHERCHE DE LA " TROISIEME FORCE "	p.13
- UN LIVRE DE DANIEL GLUCKSTEIN : " QUI DIRIGE ? PERSONNE, ON S'EN CHARGE NOUS-MEMES "	p.19
- U.R.S.S. : UNE NOUVELLE PERIODE	p.25
- "ILS SONT TOUJOURS DANS LES CAMPS I "	p.34